

# Le tournant écologique dans l'agriculture française : Motivations et résistances des mondes agricoles

Pauline Hégaret - 2019

*Domaine : Anthropologie - Science politique*

## **RESUME :**

*L'évolution de la politique agricole commune au terme des années 90 a mis l'accent sur le rôle « multifonctionnel » de l'agriculture. En quoi cette multifonctionnalité modifie le rôle social et écologique assigné à l'agriculteur ? Pour quelles raisons suscite-t-elle autant de résistances ? Des éléments de réponse seront apportés via le prisme de l'anthropologie culturelle. Celle-ci nous permettra d'entrevoir en quoi le rapport à la nature des professions agricoles diffère de celle du citoyen lambda, et occasionne de fortes résistances au changement et à l'intervention étatique.*

## **Introduction**

### **Modernisation de l'agriculture française et remembrement**

### **La politique agricole commune en soutien aux exploitations productivistes**

### **Le tournant écologique de la Pac à la fin des années 1990**

### **Anthropologie culturelle : le rapport à la nature des professions agricoles**

## **Conclusion**

## **Bibliographie**

## **Introduction**

Ces dernières années une prise de conscience de l'impact écologique de nos activités productives a remis en question le rôle des agriculteurs au sein du territoire français et à l'international. Des voix se sont élevées et ont appelées à une agriculture plus saine, durable ou biologique. Ce bref article fait état d'une histoire française de l'agriculture ayant fait émerger des exploitations de moyenne et grande ampleur privilégiant les intrants, et du système symbolique qui aujourd'hui soutient ce type d'exploitation. Cette histoire corporative permet d'apporter un éclairage sur les difficultés et résistances des mondes agricoles français à modifier leurs pratiques professionnelles. L'évolution de la politique agricole commune au terme des années 90 a mis l'accent sur le rôle « multifonctionnel » de l'agriculture. En quoi cette multifonctionnalité modifie le rôle social et écologique assigné à l'agriculteur ? Pour quelles raisons suscite-t-elle autant de résistances ? Des éléments de réponse seront apportés via le prisme de l'anthropologie culturelle. Celle-ci nous permettra d'entrevoir en quoi le rapport à la nature des professions agricoles diffère de celle du citoyen lambda, et occasionne de fortes résistances au changement et à l'intervention étatique.

## **Modernisation de l'agriculture française et remembrement**

La révolution industrielle provoque en France à la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle un processus de remembrement des terres agricoles, accentué par une forte baisse de la valeur des terres. La première guerre mondiale décime les communautés rurales, la technologie remplace donc graduellement cette force de travail. Les structures traditionnelles du monde paysan orientées premièrement vers l'autoconsommation sont réformées après la seconde guerre mondiale par les gouvernements, qui favorisent les mouvements progressistes et libéraux : comme la JAC [les jeunes agriculteurs catholiques]. La PAC du 5 août 1960, et la PAC européenne de 1962 ont pour objectif d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques. Les SAFER ou Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural sont créées par la loi de 1960. Cet organisme décentralisé organise le marché de terres et facilite l'accès à la propriété pour les d'agriculteurs et les anciens métayers. La réorganisation des parcelles est accentuée dans les années 1960, le remembrement a vocation à accélérer le processus de mécanisation de l'agriculture et l'utilisation d'engins motorisés dans les exploitations. Les écoles agricoles se donnent pour objectif de professionnaliser les jeunes agriculteurs, et faciliter l'organisation d'une filière innovante dans l'industrie agro-alimentaire. L'INRA [l'institut national de recherche agronomique] créé en 1946 est

un instrument important de cette politique d'innovation : les techniques de culture sont massivement orientées pour le marché et la hausse productivité devient le principal objectif de la recherche et du développement en ce domaine. Le succès de la PAC a eu lieu au détriment des sociétés rurales basées sur la solidarité et la connaissance mutuelle (Mendras, 1967) et les écosystèmes bocagers.

### **La politique agricole commune en soutien aux exploitations productivistes**

Une étude de terrain menée par l'UCFML<sup>1</sup> dans *Le livre des paysans pauvres*, met en lumière les stratégies de résistance puis la disparition d'une paysannerie pauvre, dont la production est initialement tournée vers l'autoconsommation. Face aux paysans moyens et riches les paysans pauvres ont trop de terre par rapport à leur faible force de travail, peu de matériels, des parcelles exiguës ; ils sont les victimes de la concentration mais aussi des négociants, du remembrement, du reboisement, du tourisme. « Ces paradoxes font dire à Edgar Morin qu'un « dérèglement métabolique » règne en Bretagne : les petits paysans « rouges » sont individualistes et passésistes alors que les « blancs » innovent et coopèrent » (Le Coadic, 2004). Corroborant ces données la recherche menée par Suzanne Berger dans *Les paysans contre la politique* au sujet des coopératives du Finistère illustre la progressive éviction agriculteurs les moins productifs et dont les exploitations sont les moins rentables à partir des années 1950.

Revenons premièrement sur la politique agricole commune, qui initie la modernisation agricole en France et en Bretagne : la « révolution verte ». Dans la zone géographique qui nous intéresse, ces réformes au même titre que le plan régional, ont été massivement appuyées par la FDSEA. Les succès économiques et technologiques de ces politiques sont accompagnés d'un impact environnemental. La généralisation d'agriculteurs ayant accès à la propriété foncière a résulté dans des innovations techniques mais également dans une transformation radicale du paysage et une perte rapide de biodiversité. Les terres dédiées à l'agriculture recouvrent plus de 50% du territoire. Ces terres ont un rôle central dans l'évolution de la biodiversité. Les haies et bocages constituent des habitats où se développent de nombreuses espèces [ordinaires ou « remarquables»], on y trouve également les variétés sélectionnées pour la culture et l'élevage. Le remembrement, qui a transformé radicalement le paysage rural, a fait de zones bocagères et boisées des zones de champs ouverts, ce qui a fortement impacté la flore et la faune. De la fragmentation des écosystèmes naturels résulte un remembrement inapproprié, qui est reconnu comme responsable de la perte de la biodiversité (Le Tourneau, Kohler, 2011). Les agriculteurs ont donc un rôle central

---

1 le Groupe pour la fondation de l'union des communistes de France marxiste léniniste

dans la préservation, la restauration ou la destruction de l'équilibre écologique. Ainsi, depuis le début des années 1980, la législation évolue vers une gestion des terres consciente des questions environnementales, en ressuscitant les systèmes de productions traditionnelles et en considérant les caractéristiques du sol ainsi que les potentialités.

### **Le tournant écologique de la Pac à la fin des années 1990**

La prise de conscience écologiste s'effectue dans les années 1980, et elle devient effective avec la PAC de 1999 (Le Tourneau, Kohler, 2011). Les années 2000 voient l'introduction de politiques de conservations en France (et dans d'autres pays) ainsi que le concept d'« *agriculture multi fonctionnelle* », qui attribue aux agriculteurs des fonctions économique, mais également sociale et environnementale. Les agriculteurs sont responsables de la préservation de l'environnement (Le Tourneau, Kohler, 2011). Il en résulte un sentiment d'incompréhension, ceux-ci se perçoivent avant tout comme des producteurs de nourriture dont la responsabilité est de « *nourrir la planète* » (Le Tourneau, Kohler, 2011). La « *crise de l'écotaxe* » relève de questions qui préoccupent et agitent de multiples groupes sociaux et de fait, politiques : celle de la pollution des produits et des sols par les effluents et les intrants avait déjà été soulevée, désormais celle du transport des productions est pris en compte. Le conflit dans lequel s'engouffrent les organisations syndicales agricoles mettent en exergue le pluralisme politique au sein de la corporation. Celles-ci s'opposent sur des questions d'orientation économique aussi bien qu'environnementales, la Confédération paysanne soutient l'écotaxe. Dans la corporation, certains récusent leur « responsabilité écologique » dans le transport des marchandises.

Le tournant écologique est confirmé par la PAC de 1999, dont le préambule énonce que : « *la politique agricole prend en compte les fonctions économiques, environnementales et sociales et participe à une politique de développement durable* » (Le Tourneau, Kohler, 2011). Il s'agit des lignes directrices du projet Natura 2000. Le changement est double : la « multifonctionnalité » de l'agriculture est énoncé (ses fonctions économiques, sociales et environnementales), les politiques agricoles sont territorialisées et adaptées aux caractéristiques des sols et traditions locales. La PAC rend responsable les agriculteurs dans le maintien des territoires : « *pour le bénéfice de tous les usagers de la campagne* ». Il s'agit d'une révolution culturelle. La corporation agricole est extrêmement divisée concernant ces nouvelles préoccupations écologistes, certains groupes critiquent notamment l'augmentation du contrôle de leurs activités par les autorités locales ou l'administration nationale. Ce volet écologique de la PAC est imposé aux agriculteurs dans une période de vulnérabilité : due à la surproduction au sein des marchés français et européen, et à la

politique agressive des réseaux de grandes distributions et de leurs centrales d'achats (qui imposent des prix très bas). De plus, la concurrence est accentuée la croissance de la population et le dynamisme économique régional (suburbanisation) génèrent une hausse du prix des terres. Les terres françaises agricoles ont décliné de 20% ces 50 dernières années passant de 35 à 28 millions d'hectares. Les conflits d'usage de la terre se multiplient. La pression sur les terres est intensifiée après le transfert aux municipalités de l'aménagement urbain et les lois de décentralisation de 1982. Les agriculteurs se disent soumis à deux types de pressions : une pression politique de la part des institutions et de l'opinion publique concernant leurs pratiques en rapport à l'environnement, ainsi qu'une pression concernant des terres liées au processus d'urbanisation. Ainsi de nombreux agriculteurs se perçoivent comme les victimes d'un harcèlement économique par les pouvoirs publics, aux échelons nationaux et locaux (Le Tourneau, Kohler, 2011).

### **Anthropologie culturelle : le rapport à la nature des professions agricoles**

L'étude anthropologique menée en 2013 par Florent Kohler, Chloé Thierry, Guillaume Marchand montre que les appropriations sensibles ou utilitaires de la nature diffèrent selon les groupes sociaux auxquels appartiennent les agriculteurs : conventionnels, biologiques, actifs ou retraités. L'appropriation utilitaire de la nature qui énonce son objectif de produire, non seulement des aliments, mais également des « *paysages* » [reflétant ainsi le contrôle de l'homme sur la nature] est une idéologie moins prononcée chez les agriculteurs biologiques. Les chercheurs confirment que les agriculteurs se sentent connectés à la nature. Si les fermiers, plus que les autres populations, se sentent fortement connectés à la nature, c'est également à cause de la définition de la nature sur laquelle ils reposent. Par ailleurs, selon leur perception la nature doit être « *sous contrôle humain* », « *propre et soignée* ». Les agriculteurs se considèrent comme des « *producteurs* » de la nature, dans le sens qu'ils donnent forme au paysage, et le rendent productif. D'autres catégories de personnes sont plus inclinées à considérer la nature associée « *au bucolique, au loisir et au bien-être* ». La conception de la nature de la profession agricole contredit de nombreux aspects des politiques de conservation de la nature, toutefois ce rapport montre qu'il existe des différences dans l'acceptation et la compréhension des politiques de protection environnementales entre agriculteurs biologiques et conventionnels, cependant leur perception de la nature reste très similaire.

Ce groupe social diffère clairement de la population par sa perception négative de la « *nature non domestiquée* », et une faible acceptation des aires protégées. L'histoire et les dynamiques sociales propres à chaque municipalité ont une forte influence sur l'attitude des agriculteurs et, sur l'état de leur environnement proche (ce qui nous renseigne sur le potentiel de mobilisation des

agriculteurs léonards). Par ailleurs l'étude dévoile que les agriculteurs nouent une relation privilégiée avec la nature, qui en retour produit une réticence à l'idée que leurs activités soient supervisées par les autorités nationales ou locales. Un paradoxe est ainsi clairement révélé par ces chercheurs : une connexion ou proximité avec la nature donne du sens à la profession agricole, mais provoque également à une hostilité aux politiques de préservations environnementales, bien plus prononcée que dans les autres groupes sociaux. Le contexte social, résultat de configurations historiques serait essentiel afin de guider les pratiques agricoles vers une meilleure prise en compte des problématiques environnementales. Tandis que la présence d'agriculteurs biologiques jouerait de plus un rôle positif dans ces orientation, et ce], Ce rôle positif ne résulte pas de leurs perceptions et représentations de la nature qui reste largement similaire à celle des agriculteurs conventionnels et plus précisément de leurs pratiques, qui sont plus régulées et dépendantes de la proximité et de la confiance des consommateurs. Les résultats de cette étude vont à l'encontre de l'idée que les agriculteurs seraient plus à même de prendre en main la gestion de l'environnement au niveau local. Elles permettent d'évaluer ce pourquoi les agriculteurs de la région Bretagne acceptent avec difficulté les législations environnementales, et plus encore la FDSEA une organisation qui rassemble bien évidemment des professionnels du secteur dit « conventionnel », alors que la Confédération Paysanne comprend un plus fort taux de paysans pratiquant une agriculture biologique.

## **Conclusion**

Toutefois ces données ne suffisent pas pour décrire la réalité d'un milieu qui s'est considérablement diversifié. Comme le rappellent Hervieu et Purseigle, lorsque la France est devenue une grande puissance exportatrice, les paysans ont du se spécialiser, se diversifier et des « *mondes agricoles* » se sont créés. Aujourd'hui on perçoit qu'un net « tournant écologique » dans les pratiques agricoles de production, mais également de consommation. Certains agriculteurs ont effectué une transition réussie vers l'agriculture biologique et effectué ce que certains nomment un « tournant qualité ». Leurs produits désormais labellisés biologiques (ou local, Aop, etc) leur permet de tirer leur épingle du jeu dans un marché des produits agricoles français en pleine restructuration, notamment face aux nouvelles pratiques de consommation. Assiste-t-on à un changement de « mentalité écologique » au sein des professionnels du secteur ? Ou à un ajustement des pratiques des professionnels aux nouvelles réalités économiques du marché agricole ? La réponse se situe très certainement au carrefour de ces deux interprétations. Gageons que ces changements sociaux vont suivre leur cours écologique, notamment suite aux récentes mises en scandale sanitaire liées aux usages d'engrais chimiques à proximité de zone d'habitations.

## **Bibliographie :**

Berger Suzanne, « Corporatisme et politique des partis » Finistère et Côtes-du-Nord 1928-1967, in Yves Tavernier et al., L'univers politique des paysans dans la France contemporaine Presses de Sciences Po « Académique », 1972 p. 273-290.

Berger Suzanne, Les paysans contre la politique, Seuil, Paris, 1975, 345p.

Hervieu Bertrand, François Purseigle, Sociologie des mondes agricoles. 2013. 1 vol. 318 p.

Hervieu Bertrand et Purseigle François, « Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation », Etudes rurales, 2009/1 n° 183, p. 177-200.

Hervieu Bertrand et al., Les mondes agricoles en politique Presses de Sciences Po « Académique », 2010 p. 456 p.

Kohler Florent, Thierry Chloé , Marchand Guillaume, Léna Philippe, Réhabiliter la nature ordinaire : une approche participative, Presses universitaires de Rennes, 2015, 254 p.

Le Coadic Ronan, Les nouveaux Bonnets Rouges de Basse Bretagne : Études rurales, n° 171-172, juillet-décembre 2004, p. 93-101.

Mendras Henry, Les sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie 1995. 1 vol. 368p.

UCFML, Le livre des paysans pauvres, Paris, Maspero, Coll. Yenan, 1976, 302p.